

**Parti québécois**

Conformément à l'article 37 de la Loi régissant le financement des partis politiques, le directeur général du financement des partis politiques donne avis du remplacement par le chef du Parti québécois, de monsieur Alain Gau-

dreault au poste de représentant officiel de l'association du Parti québécois du comté de Saint-Jean, par monsieur Fernand Houde, 767, rue Demers, Saint-Jean, QC, J3B 4G9. Montréal, le 15 janvier 1980.

5034-o

*La secrétaire,*  
ME JOHANE CANNING-LACROIX.

**Liquidation des compagnies — Loi sur la****SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE  
BEAURIVAGE**

*(Loi sur les sociétés coopératives agricoles)*

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la société coopérative agricole «SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE BEAURIVAGE», tenue à Saint-Agapit, dans le district électoral de Lotbinière, le 6 décembre 1979, il a été résolu de li-

quider la société et qu'elle soit dissoute, ce conformément aux dispositions de la Loi sur les sociétés coopératives agricoles et de la Loi sur la liquidation des compagnies, et que messieurs François Rousseau, Armand Bilodeau et M. Rosaire Moreau soient nommés liquidateurs.

5035-o

*Le sous-ministre des Consommateurs,  
Coopératives et Institutions financières,*  
JEAN-MARIE BOUCHARD.

**Ministères — Avis concernant les****Affaires municipales**

[L.S.]  
Gouvernement du Québec      JEAN-PIERRE CÔTÉ

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

**Lettres patentes**

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, chapitre 87) le gouvernement peut, par lettres patentes, ériger en municipalité de village nordique toute partie du territoire régi par ladite loi, sur recommandation du ministre des Affaires municipales;

ATTENDU QU'en vertu dudit article, avant de soumettre une recommandation, le ministre procède à des consultations auprès des habitants de la partie du territoire visée et auprès de l'Administration régionale Kativik et à toutes autres consultations qu'il juge opportunes;

ATTENDU QUE de telles consultations ont été tenues sur l'érection de la municipalité du village nordique d'Aupaluk.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre

Conseil exécutif exprimés dans un Décret portant le numéro 3399-79 du 19 décembre 1979, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales:

QUE les présentes lettres patentes soient octroyées, érigeant une municipalité de village nordique sous le nom de «municipalité du village nordique d'Aupaluk»;

QUE la corporation municipale soit désignée sous le nom de «corporation du village nordique d'Aupaluk»;

QUE la corporation municipale pourra aussi être désignée sous le nom inuit de «Nunalit Gavamapinga Corporasanga Aupaluk» et sous le nom anglais de «Corporation of the Northern Village of Aupaluk»;

QUE les limites de la municipalité soient celles qu'a décrites officiellement le ministère de l'Énergie et des Ressources le 19 octobre 1979; cette description apparaît comme annexe A du susdit Décret portant le numéro 3399-79 du 19 décembre 1979;

QUE la première séance générale du Conseil ait lieu à l'endroit habituel des séances du Conseil communautaire d'Aupaluk;

QUE la municipalité soit régie par la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, chapitre 87).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable JEAN-PIERRE CÔTÉ, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-dix-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-huitième année.

Par ordre,

*Le sous-procureur général adjoint,*

Libro: 1539

GERMAIN HALLEY.

Folio: 118

5040-0

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi concernant les villages nordiques et de l'Administration régionale Kativik.

*Le sous-ministre par intérim,*

PATRICK KENIFF.

[L.S.]

Gouvernement  
du Québec

JEAN-PIERRE CÔTÉ

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

### Lettres patentes

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, chapitre 87) le gouvernement peut, par lettres patentes, ériger en municipalité de village nordique toute partie du territoire régi par ladite loi, sur recommandation du ministre des Affaires municipales;

ATTENDU QU'en vertu dudit article, avant de soumettre une recommandation, le ministre procède à des consultations auprès des habitants de la partie du territoire visée et auprès de l'Administration régionale Kativik et à toutes autres consultations qu'il juge opportunes;

ATTENDU QUE de telles consultations ont été tenues sur l'érection de la municipalité du village nordique de Kangiqsualujuaq.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un Décret portant le numéro 3400-79 du 19 décembre 1979, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales:

QUE les présentes lettres patentes soient octroyées éri-

geant une municipalité de village nordique sous le nom de «municipalité du village nordique de Kangiqsualujuaq»;

QUE la corporation municipale soit désignée sous le nom de «corporation du village nordique de Kangiqsualujuaq»;

QUE la corporation municipale pourra aussi être désignée sous le nom inuit de «Nunalit Gavamapinga Corporasanga Kangiqsualujuaq» et sous le nom anglais de «Corporation of the Northern Village of Kangiqsualujuaq»;

QUE les limites de la municipalité soient celles qu'a décrites officiellement le ministère de l'Énergie et des Ressources le 19 octobre 1979; cette description apparaît comme annexe A du susdit Décret portant le numéro 3400-79 du 19 décembre 1979;

QUE la première séance générale du Conseil ait lieu à l'endroit habituel des séances du Conseil communautaire de George-River;

QUE la municipalité soit régie par la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, chapitre 87).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable JEAN-PIERRE CÔTÉ, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-dix-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-huitième année.

Par ordre,

*Le sous-procureur général adjoint,*

Libro: 1539

GERMAIN HALLEY.

Folio: 119

5040-0

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi concernant les villages nordiques et de l'Administration régionale Kativik.

*Le sous-ministre par intérim,*

PATRICK KENIFF.

[L.S.]

Gouvernement  
du Québec

JEAN-PIERRE CÔTÉ

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.